



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Arrêté préfectoral portant mise en demeure à l'encontre de la société ARTERRIS exploitant des installations de stockage de céréales à Lespinasse

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

12 / 92

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.511-2 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007, modifiant l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 novembre 1981 autorisant la coopérative agricole des producteurs de blé à exploiter des stockages de céréales sur le territoire de la commune de Lespinasse ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2010 autorisant la Société ARTERRIS à exploiter des silos et installations de stockage de céréales LESPINASSE ;

Vu l'antériorité accordée par courrier préfectoral du 11 août 2008 pour le stockage d'engrais sur le site ;

Vu l'étude de dangers réalisée par la société KREBS-SPEICHIM, référencée 00TE1532/SES/GLT – BNT – Rev.1 et datée du 16 novembre 2000 ;

Vu les compléments à l'étude de dangers réalisés par la société TECHNIP, référencés 64500J448 – Rev.1 et datés du 7 janvier 2005 ;

Vu le courrier de la société ARTERRIS du 9 juin 2009 informant de la fusion des trois coopératives groupe coopératif Occitan, Toulousaine de céréales et Audecoop ;

Vu l'article 71.10 de l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2010 susvisé, qui dispose, notamment, que les silos 1, 2 et 3 sont dotés de 4 sondes de températures à quatre capteurs par cellule ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception du 5 mai 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que, lors de la visite du 4 avril 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté que chaque cellule de stockage du site ARTERRIS à Lespinasse est dotée de deux sondes de température à quatre capteurs.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 71.10 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où un nombre insuffisant de sondes de température ne permet pas de contrôler correctement des éventuels auto-échauffement et départ d'incendie dans l'ensemble de la cellule ;

Considérant que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ARTERRIS de respecter les prescriptions de l'article 71.10 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1er – La société ARTERRIS, exploitant une installation de stockage de céréales, sise route de la plage sur la commune de Lespinasse, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 71.10 de l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2010 en doublant le nombre de sondes de température par cellule, conformément à l'article susvisé dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 2. – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

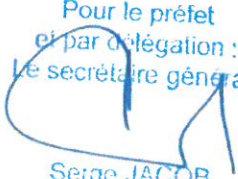
Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télerecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 5. – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société ARTERRIS.

Fait à Toulouse, le 30 AOUT 2023

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,

Serge JACOB